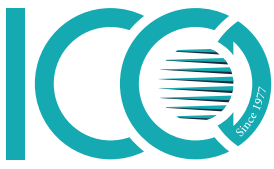
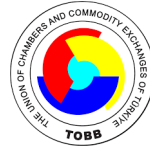


EN COLLABORATION AVEC



الغرفة الإسلامية للتجارة والتنمية
Islamic Chamber of Commerce and Development
Chambre Islamique de Commerce et de Développement



SOMMET DES LEADERS D'AFFAIRES 2025



« Le secteur privé en tant que
partenaire stratégique pour le
développement durable »



DIMANCHE
2 NOVEMBRE 2025



ISTANBUL
Centre des Congrès
Salle Beyazid, Étage B2, Türkiye

Partenaires Stratégiques



MAIDA NAZIR
Organization for Women's Economic Empowerment

IC-AC
ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ARBITRATION CENTRE

SKSEED
SALEH KAPAL SUSTAINABLE ENTREPRENEURSHIP
AND ENTERPRISE DEVELOPMENT ORGANIZATION



ICYF
ISLAMIC COOPERATION YOUTH FORUM
منتدى التعاون الإسلامي للشباب
FORUM DE LA JEUNESSE DE LA COOPERATION ISLAMIQUE

Contactez-nous
Bls@iccdglobal.com

f X in v @
www.iccdglobal.com

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Sommet des Leaders d'Affaires 2025, qui s'est tenu au Centre des Congrès d'Istanbul le 2 novembre 2025, a marqué un tournant décisif dans la redéfinition de l'agenda économique du monde islamique.

Sous le thème « Le secteur privé en tant que partenaire stratégique pour le développement durable », le Sommet a réuni des ministres, des décideurs politiques, des financiers et des leaders d'affaires des États membres de l'OCI et d'ailleurs pour tracer une voie collective vers une croissance économique inclusive et axée sur l'innovation.

Le Sommet a réaffirmé que le secteur privé n'est pas seulement un bénéficiaire des politiques, mais un partenaire clé du développement national, jouant un rôle central dans la dynamique de diversification, de durabilité et d'intégration régionale. À travers quatre segments majeurs, une session d'ouverture, deux panels thématiques et une session de clôture marquée par un dialogue politique de haut niveau, les participants ont élaboré une vision commune des priorités et des mécanismes nécessaires pour renforcer la coopération intra-OCI et positionner le monde islamique comme un bloc économique mondial cohérent.



RÉSULTATS CLÉS DU SOMMET



Lancement du Réseau B57+

Une plateforme commerciale permanente de l'OCI pour la collaboration entre les politiques et le secteur privé.



Centre des Traités de l'OCI (Proposé)

Un mécanisme visant à harmoniser les lois sur le commerce et l'investissement.



Conseils d'Affaires Régionaux

Pour renforcer la confiance, la coordination et l'identification des partenaires.



Orientations Politiques

L'accélération du TPS-OIC (Système de préférences commerciales), le renforcement de la finance islamique pour les PME, et l'établissement de cadres de gouvernance pour les données et le commerce numérique.



Priorités Stratégiques

Le leadership des jeunes et des femmes, la croissance alignée sur le climat et la participation inclusive aux nouvelles frontières économiques.



TABLEAU DES ACTIONS RECOMMANDÉES

THÈME

Innovation des PME

Jeunes et Femmes

Commerce Transfrontalier

Gouvernance et Confiance

DÉFI / ENJEU

Investissement limité en R&D et accès restreint au financement

Sous-représentation dans le leadership entrepreneurial et accès limité aux ressources

Potentiel inexploité du commerce intra-OCI et chaînes d'approvisionnement fragmentées

Inefficacités bureaucratiques et manque de prévisibilité juridique

ACTION RECOMMANDÉE

Développer le financement des PME via les instruments de la finance islamique, établir des fonds d'innovation et promouvoir des programmes de mentorat. Instaurer des incitations fiscales et des concessions foncières pour attirer l'investissement privé à long terme.

Lancer des programmes ciblés pour les entreprises dirigées par des jeunes et des femmes, soutenus par la finance mixte, le mentorat et des initiatives de développement des compétences en innovation, commerce numérique et durabilité.

Établir des conseils d'affaires régionaux de l'OCI, harmoniser les normes commerciales, accélérer la mise en œuvre du TPS-OIC et favoriser la cohérence nationale en alignant les priorités des secteurs public et privé.

Appliquer des mesures de transparence et de responsabilité, renforcer l'exécution des contrats et promouvoir la stabilité des politiques. Établir des canaux de communication clairs entre les gouvernements et les entreprises pour instaurer une confiance durable.

OBJECTIFS DU SOMMET

Le Sommet des Leaders d'Affaires 2025 a été structuré de manière à impulser un changement de paradigme dans la coopération économique de l'OCI, tout en étant guidé par les objectifs stratégiques suivants :

1. RENFORCER LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ

Faire du secteur privé un partenaire stratégique et de confiance pour le développement, en montrant qu'il ne fait pas que recevoir de l'aide, mais qu'il aide à construire l'économie.

2. IDENTIFIER ET RÉSOUDRE LES PROBLÈMES

Offrir un espace aux leaders d'affaires pour identifier les obstacles à la croissance (règles compliquées, manque d'argent, barrières douanières) et proposer des solutions concrètes.

3. CRÉER DES POLITIQUES CONCRÈTES

Transformer les besoins réels des entreprises en recommandations précises que les institutions de l'OCI (comme le COMCEC) pourront réellement mettre en place.

4. ENCOURAGER LA COLLABORATION

Pousser les leaders d'affaires et les responsables politiques à se rencontrer et à travailler ensemble pour mieux intégrer l'économie de la région.

5. VALORISER LES RÉUSSITES

Mettre en avant les modèles d'affaires et les projets réussis pour inspirer de nouveaux partenariats et encourager l'innovation dans toute la région.



SESSION D'OUVERTURE

La session d'ouverture a mis en avant le rôle du secteur privé en tant que partenaire clé du développement, soulignant la nécessité d'une politique coordonnée, de l'innovation et de l'investissement.

S.E. M. Abdullah Saleh Kamel

Dans son discours d'ouverture, S.E. M. Abdullah Saleh Kamel, Président de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD), a évoqué le parcours transformateur du secteur privé dans les économies émergentes. Il a souligné le rôle historique des communautés d'affaires musulmanes, notant que les fondations et institutions établies par le secteur privé ont, depuis longtemps, été des moteurs de progrès et des phares du savoir. Il a insisté sur la nécessité de mobiliser les efforts du secteur privé, de renforcer la coordination entre les différents secteurs et de bâtir des partenariats reliant les secteurs à but lucratif et non lucratif.

Pour orienter la discussion, S.E. M. Kamel a posé une série de questions stimulantes invitant les participants à réfléchir à la position économique du monde islamique et à son potentiel. Parmi celles-ci :

- Quelle part détenons-nous dans les fusions, les acquisitions et l'expansion d'entreprises mondiales qui redessinent aujourd'hui le paysage économique ?
- Combien d'institutions de recherche influentes et d'indices de connaissance à l'échelle mondiale proviennent du monde islamique ?
- Malgré la possession de vastes ressources naturelles et d'une population jeune et dynamique, quelle influence exerçons-nous dans l'orientation des décisions économiques et politiques mondiales ?



S.E. M. M. Rifat Hisarcıklıoğlu

Le Président de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Türkiye (TOBB) a prononcé le discours de bienvenue, appelant à une intégration économique plus approfondie entre les États membres de l'OCI. Il a souligné l'opportunité stratégique de conjuguer la capacité d'investissement et les ressources financières des pays de l'OCI avec l'expertise productive de la Türkiye dans des secteurs clés tels que l'industrie, le tourisme et l'agriculture.

Il a en outre mis en avant l'importance des investissements conjoints et des initiatives collaboratives à travers le monde islamique, considérés comme des leviers essentiels pour renforcer la résilience économique régionale, la compétitivité et la prospérité partagée.



S.E. M. Taha Ayhan

S.E. M. Taha Ayhan, Président du Forum de la Jeunesse de la Coopération Islamique (ICYF), a décrit la jeunesse comme la ressource la plus précieuse de la communauté de l'OCI. Avec les deux tiers de la population de l'OCI âgés de moins de 30 ans, il a exhorté les dirigeants d'entreprise à investir directement dans les jeunes à travers des programmes d'entrepreneuriat, des formations aux compétences et des initiatives de mentorat.

Il a souligné que ces investissements ne constituent pas seulement des actes de responsabilité sociale, mais des impératifs stratégiques pour bâtir une main-d'œuvre prête pour l'avenir, stimuler l'innovation et assurer une croissance économique durable à long terme.

S.E. Prof. Dr. Ömer Bolat

S.E. Prof. Dr. Ömer Bolat, Ministre du Commerce de la République de Türkiye, a présenté un aperçu des performances à l'exportation des pays de l'OCI, des objectifs d'exportation de la Türkiye, ainsi que de la vision plus large en faveur de la paix, du développement durable et de la création d'un marché commun de l'OCI.

Il a souligné le rôle central de l'innovation du secteur privé et de sa capacité de production dans la réalisation de ces objectifs, déclarant :

« Dans le monde d'aujourd'hui, le fondement du développement durable ne repose pas uniquement sur les politiques et directives mises en œuvre par les États, mais également sur la puissance d'innovation du secteur privé, sa capacité entrepreneuriale et sa force de production. »



S.E. Dr. Muhammad Sulaiman Al Jasser

La session a pris davantage d'ampleur avec le discours liminaire de S.E. Dr. Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (IsDB). Il a souligné le rôle du secteur privé en tant que principal moteur de l'emploi, de l'innovation et du progrès social au sein des États membres de l'OCI, générant plus de 90 % des emplois et contribuant à la majorité de la valeur ajoutée. Dr. Al Jasser a insisté sur le fait que, si les gouvernements ont le droit et la responsabilité d'établir les règles régissant l'activité économique, ils doivent également protéger et soutenir les entreprises qui opèrent de manière responsable dans ces cadres réglementaires. Il a identifié plusieurs contraintes majeures à la croissance, notamment la complexité réglementaire et le coût élevé du financement, et a mis en avant l'engagement du Groupe de la BID en faveur du développement du secteur privé. Il a indiqué qu'au troisième trimestre 2025, le Groupe avait accordé plus de 24 milliards de dollars américains en financements et garanties d'assurance. Il a souligné que cela confirme que le renforcement du secteur privé demeure une priorité transversale dans la stratégie quinquennale de la Banque.



LANCEMENT DE L'INITIATIVE DES LEADERS D'AFFAIRES « B57+ »

L'Initiative des Leaders d'Affaires « B57+ » une initiative transformatrice lancée par la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD) afin d'ouvrir une nouvelle ère de collaboration axée sur l'action au sein de l'écosystème économique de l'OCI. Conçu comme une plateforme de premier plan visant à dépasser le simple dialogue pour aller vers des partenariats concrets et la conclusion d'accords, elle relie le secteur privé et les décideurs publics autour d'une mission commune : libérer le potentiel économique des États membres.

Plus qu'une simple conférence, le Sommet annuel des Leaders d'Affaires de l'OCI constitue la pierre angulaire de cette vision : un espace où les leaders d'affaires identifient les obstacles réglementaires, les lacunes en matière de financement et les défis liés à l'accès aux marchés, et œuvrent collectivement à formuler des solutions pratiques et applicables à l'intention des décideurs.

La véritable force de cette initiative réside dans le « plus » du B57+. Il symbolise une ouverture stratégique et inclusive qui dépasse les 57 États membres de l'OCI pour intégrer des partenaires, investisseurs et institutions issus de pays non membres comptant d'importantes populations musulmanes, favorisant ainsi un réseau véritablement mondial au service d'une prospérité partagée.



Le succès de l'initiative se mesurera aux accords conclus, aux politiques façonnées et aux partenariats renforcés. Le Sommet constitue un forum à la fois diagnostique et orienté vers les solutions, où les dirigeants se réunissent pour analyser les défis, co-élaborer des stratégies et bâtir des partenariats favorisant une croissance durable, un développement inclusif et une coopération transfrontalière.

Ensemble, ces efforts représentent une feuille de route collective ainsi qu'un engagement commun en vue de forger une nouvelle ère de partenariat, de prospérité et de destin partagé pour le monde islamique et au-delà.

La session d'ouverture s'est conclue en réaffirmant l'importance de la collaboration, de l'innovation et d'un engagement commun pour façonner un monde islamique économiquement intégré et prospère, fondé sur des partenariats public-privé efficaces. Le lancement du Groupe B57+ a été mis en avant comme une initiative phare destinée à faciliter un dialogue et une coopération continus entre les décideurs publics et les dirigeants du secteur privé afin de concrétiser cette vision collective.

PANEL 1



LE SECTEUR PRIVÉ EN TANT QUE PILIER DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

La session a souligné la nécessité de passer d'une dépendance gouvernementale vers un modèle de partenariat stratégique, où le secteur privé devient un moteur actif de la diversification et de l'innovation. Les participants ont convenu que la collaboration fondée sur la confiance et des cadres réglementaires habilitants sont essentiels pour parvenir à la transformation économique.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ



Développer des programmes de soutien ciblés pour la croissance des PME en tant que catalyseurs de l'innovation et de la diversification économique.



Promouvoir les solutions de finance islamique en tant que mécanismes évolutifs et éthiques pour financer l'expansion du secteur privé et les projets d'infrastructure.



Inciter les entreprises à diriger des programmes de formation aux compétences pratiques, positionnant le secteur privé comme un développeur central de talents.



Établir des plateformes structurées de dialogue politique public-privé pour co-concevoir et assurer le suivi des initiatives de réforme.



Encourager les cadres de Partenariat Public-Privé (PPP) incluant les ONG et les entreprises sociales, garantissant que la croissance du secteur privé s'aligne sur les objectifs d'intérêt public.



Établir une relation de confiance entre les secteurs public et privé pour une collaboration significative et une influence sur les politiques.

POINTS CLÉS DE LA DISCUSSION



M. Ahmed Elsaid

Directeur de l'Investissement,
la Banque Nationale d'Égypte

Il a souligné que « réparer quelque chose est plus difficile que de partir de zéro », préconisant un soutien complet aux PME, comprenant :

- Des taux d'intérêt préférentiels et des traitements fiscaux avantageux.
- Des services de conseil gratuits via des programmes tels que l'initiative réussie de l'Égypte, Nilepreneurs.
- Des concessions à long terme sur les terrains.
- La construction d'écosystèmes complets plutôt que des interventions isolées.



M. Ussal Sahbaz

Associé Gérant,
M&P Istanbul

Il a identifié des lacunes critiques en matière d'innovation :

- Une collaboration limitée entre les entreprises locales et mondiales.
- Les nouvelles idées perçues comme des menaces par les grandes entreprises.
- Des dépenses de R&D insuffisantes, particulièrement au sein des entités étatiques.

Il a recommandé les Partenariats Public-Privé (PPP) comme leviers pour réduire les risques liés à l'innovation dans les secteurs à forte intensité de capital, tels que l'IA et les technologies climatiques.



Mme Natavan Mammadova

Secrétaire Générale,
l'Organisation Maida Nazir
pour l'Autonomisation
Économique des Femmes

Elle a mis l'accent sur des réformes fondamentales de l'éducation :

- La nécessité de « réformer les mentalités coloniales ou socialistes » dans le développement de la main-d'œuvre.
- L'introduction de compétences entrepreneuriales à tous les niveaux d'enseignement.
- La promotion des entreprises sociales à but lucratif en tant que modèles économiques durables.
- Le positionnement du secteur privé comme agent de changement pour le bien public.

PANEL 2

**BÂTIR DES EMPIRES COMMERCIAUX TRANSFRONTALIERS:
LEÇONS ET DÉFIS POUR PASSER À L'ÉCHELLE**

Les panélistes ont partagé leurs expériences sur la création d'entreprises multinationales au sein de l'OCI et au-delà, identifiant l'harmonisation des réglementations, l'accès au capital et des cadres juridiques prévisibles comme des leviers critiques. Ils ont également exploré les opportunités de liaison entre les économies de l'OCI et de l'ANASE, particulièrement dans les industries Halal, l'alimentation, la beauté, les minéraux et les énergies renouvelables.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

Le potentiel commercial intra-OCI peut être libéré par la facilitation gouvernementale et des partenariats transfrontaliers avec un alignement des priorités entre les acteurs gouvernementaux et le secteur privé.



Établir des Conseils d'Affaires Régionaux-OCI pour institutionnaliser la coopération et accélérer les partenariats du secteur privé ainsi que l'identification de partenaires stratégiques sur de nouveaux marchés.



Créer des Conseils d'Affaires OCI et régionaux pour promouvoir la confiance, la proximité et la coordination entre les parties prenantes du secteur privé.



Encourager le franchisage et la duplication de modèles économiques réussis, soutenus par des recherches ciblées sur l'expansion commerciale au sein de l'OCI.



Les voies diplomatiques devraient renforcer l'expansion du secteur privé et la collaboration régionale.



Ces résultats devraient être reflétés dans les recommandations politiques à la Session Ministérielle de l'OCI/COMCEC, garantissant que les perspectives du secteur privé éclairent directement les réformes économiques concrètes.

POINTS CLÉS DE LA DISCUSSION



Dr. Gulden Turkant
Présidente fondatrice
du W20

Elle a souligné comment l'engagement proactif du secteur privé auprès des plateformes gouvernementales crée des opportunités :

- L'identification de l'opportunité du W20 en analysant des documents gouvernementaux, démontrant ainsi que le secteur privé peut créer sa propre place à la table des décisions.
- La mise en lumière du modèle « Indonesia Incorporated », dans lequel le gouvernement et les entreprises travaillent comme une seule équipe afin de stimuler la croissance économique.

Elle a insisté sur la nécessité de renforcer la connectivité des chaînes d'approvisionnement entre les États membres de l'OCI afin de faciliter un commerce transfrontalier fluide et intégré.



M. Faisal Al Kadi
Directeur Général et PDG,
Al-Kadi Commerce &
Industry Co

Il a partagé les défis concrets de la mise à l'échelle des entreprises :

- Présentation détaillée des difficultés réelles auxquelles les entreprises sont confrontées lors de leur expansion transfrontalière - obstacles réglementaires, différences culturelles et nécessité d'adaptation aux marchés locaux.
- Plaidoyer en faveur du franchisage de modèles d'affaires performants d'un État membre de l'OCI à un autre, en tant que voie plus rapide vers la croissance.

Il a cité des blocs de libre-échange réussis, tels que l'Union européenne, comme exemples de ce que les pays de l'OCI pourraient accomplir grâce à une intégration économique plus approfondie.



M. Arsjad Rasjid
Premier ministre, Fondateur
et Président Sriwijaya Capital

Il a souligné le rôle fondamental de la confiance et de la collaboration.

- Il a insisté sur le fait que tout commence par l'établissement de la confiance entre les partenaires commerciaux dans les différents pays de l'OCI.
- Il a mis en avant l'adaptabilité culturelle comme élément essentiel pour réussir sur des marchés diversifiés à travers le monde islamique.
- Il a souligné l'importance de la collaboration stratégique comme clé pour exploiter les opportunités transfrontalières.
- Il a recommandé la création d'antennes régionales sous l'égide du B57+, telles que le Conseil des affaires OCI-ANASE, pour atteindre cet objectif.



M. Mikayil Yosifov
Directeur de la Communication
et des Relations Gouvernementales
à SOCAR Türkiye

Un cas de réussite : Azerbaïdjan-Türkiye facilitant l'expansion européenne de SOCAR

Il a identifié un potentiel considérable encore inexploité dans des secteurs clés pour la collaboration transfrontalière, notamment :

- L'économie halal.
- Les minéraux critiques (nickel, cuivre) pour l'écosystème en pleine expansion des véhicules électriques.
- Le recours à des financements conformes à la charia pour faciliter les échanges entre les marchés de l'OCI et de l'ANASE.

PANEL 3

**DÉFINIR L'AGENDA POLITIQUE: FAÇONNER L'AVENIR ÉCONOMIQUE DES PAYS DE L'OCI**

Ce panel de haut niveau a synthétisé les résultats des discussions précédentes en un agenda politique prospectif. Les intervenants ont souligné que la mise en œuvre réussie du TPS-OIC nécessite des réglementations commerciales harmonisées, des procédures douanières simplifiées et une protection renforcée des investissements. Une vision commune d'un Marché Commun de l'OCI a émergé, étayée par la coordination des politiques, l'intégration numérique et des cadres d'investissement collectifs.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

La simplification des lois et le renforcement de l'exécution des contrats sont essentiels pour rendre les processus d'investissement plus prévisibles, efficaces et sûrs.



L'établissement d'un Centre des Traités de l'OCI aiderait les pays membres à naviguer dans les cadres juridiques, à interpréter les obligations internationales et à permettre la participation du secteur privé au commerce transfrontalier au sein des structures réglementaires existantes.



Les États membres de l'OCI devraient adopter une approche proactive envers les nouvelles frontières de croissance, y compris l'exploration sous-marine, les technologies spatiales et la gouvernance sécurisée des données pour exploiter et sauvegarder les opportunités économiques futures.



La transformation économique devrait se concentrer sur la stabilisation, la numérisation et la décarbonation, combinant la croissance avec la durabilité, l'innovation et la résilience à long terme.



Les instruments de finance islamique devraient être mobilisés pour soutenir les PME, le développement des infrastructures et les investissements verts qui créent des emplois et favorisent le développement inclusif.



La confiance, la transparence et l'État de droit doivent rester les pierres angulaires de la confiance du secteur privé et de l'investissement durable.

POINTS CLÉS DE LA DISCUSSION



S.E. Ing. Adeb Al Aama
PDG, la Société internationale
islamique de financement
du commerce

Il a exposé les priorités stratégiques de la Société internationale islamique de financement du commerce.

- o Il a mis l'accent sur la stabilisation, la numérisation et la décarbonation des activités économiques.
- o Il a souligné que tirer parti de la finance islamique et permettre l'essor des PME est une priorité clé.
- o Il a insisté sur l'importance de l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le développement économique.



M. Ahmer Bilal Soofi
Administrateur de l'OIC et
Ancien Ministre de la Justice,
Pakistan

Il a abordé les cadres juridiques et de gouvernance critiques.

- o Il a souligné la complexité réglementaire écrasante à laquelle sont confrontées les entreprises, notant le défi de naviguer parmi des milliers de lois et de traités.
- o Il a proposé d'établir un Centre des Traités de l'OIC pour fournir des conseils pratiques sur les cadres juridiques.
- o Il a identifié des lacunes stratégiques dans la participation de l'OIC aux organismes internationaux tels que l'Autorité internationale des fonds marins.
- o Il a désigné les ressources maritimes (minéraux des fonds marins) et l'espace comme de nouvelles frontières pour l'expansion économique de l'OIC.
- o Il a déclaré que le contrôle des données sera le principal moteur du commerce futur, rendant la gouvernance des données stratégiquement critique.
- o Il a souligné que le respect des contrats est fondamental pour la confiance des investisseurs.



**L'Ambassadeur
James Sharp**
Ancien Ambassadeur du
Royaume-Uni dans la région
de la mer Caspienne

Il a exposé les priorités économiques clés et les orientations politiques.

- o Il a reconnu la diversité économique parmi les membres de l'OIC, allant des pays riches en ressources aux pays pauvres en ressources.
- o Il a mis en avant la diversification économique comme facteur crucial, citant l'exemple de l'Azerbaïdjan avec son accent sur le tourisme et les énergies renouvelables.
- o Il a plaidé pour un rééquilibrage des relations entre l'État et le secteur privé, tout en soutenant la croissance des PME et en mettant en garde contre le contrôle oligarchique.
- o Il a identifié les bases politiques essentielles : État de droit, mesures anticorruption, développement du capital humain et égalité des genres.
- o Il a souligné les défis démographiques, en particulier l'emploi des jeunes dans les pays à forte natalité.
- o Il a présenté le changement climatique comme étant à la fois un défi et une opportunité pour les économies de l'OIC.
- o Il a proposé une coopération au niveau de l'OIC sur la facilitation du commerce, l'adaptation au climat via un Fonds Vert et le développement de la finance islamique.
- o Il a cité l'initiative du « Middle Corridor » comme modèle réussi de coopération transfrontalière en matière d'infrastructures et de régulation.

DISCOURS DE CLÔTURE

S.E. M. Yousef Khalawi

Secrétaire Général
Chambre Islamique de Commerce
et de Développement - CICD

Le Secrétaire général de la CICD a souligné que, bien que les économies de l'OCI disposent d'un potentiel immense, elles restent sous-représentées parmi les marques mondiales. Il a réaffirmé l'engagement de la CICD à agir en tant que partenaire de développement pour les gouvernements, en établissant des passerelles entre les secteurs public et privé à travers des plateformes telles que l'Initiative B57+, afin de transformer les objectifs communs en résultats mesurables.



DÎNER DE GALA

Un Dîner de gala pour le Sommet des Leaders d'Affaires a été organisé sous les auspices de l'Union des Chambres et des Bourses de marchandises de Türkiye (TOBB), avec la participation spéciale du Vice-Président de la République de Türkiye, S.E. Cevdet Yılmaz. L'événement a réuni des participants de haut niveau, notamment des présidents de chambres de commerce turques, des représentants d'institutions de l'OCI et des membres du corps diplomatique. Après de brèves présentations, les discussions se sont concentrées sur les questions économiques et commerciales.



LA VOIE À SUIVRE

Renforcer la collaboration public-privé :

Établir des plateformes de dialogue permanent et des groupes de travail conjoints.

Promouvoir le capital humain et l'inclusion :

Autonomiser les jeunes et les femmes entrepreneures grâce à des programmes de renforcement des capacités et de mentorat.

Permettre la croissance des PME :

Mobiliser la finance islamique, les fonds d'innovation et les programmes de conseil pour mettre l'entrepreneuriat à l'échelle.

Améliorer la gouvernance et les cadres juridiques :

Harmoniser les lois sur le commerce et l'investissement et renforcer les systèmes de résolution des litiges.

Développer le commerce intra-OCI :

Accélérer le TPS-OIC et établir des conseils d'affaires régionaux pour favoriser l'intégration.

Établir les responsabilités et assurer le suivi :

Créer un mécanisme de suivi conjoint CICA-COMCEC pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre.

ANNEXE – MÉCANISMES INSTITUTIONNELS ÉMERGEANT DU SOMMET

INITIATIVE B57+ :

Un forum permanent permettant aux leaders d'affaires de l'OCI de s'échanger avec les décideurs politiques et de façonner les agendas de développement.



CENTRE DES TRAITÉS DE L'OCI (PROPOSÉ) :

Un mécanisme pour harmoniser les lois sur l'investissement, le commerce et l'arbitrage entre les États membres.



CONSEILS D'AFFAIRES RÉGIONAUX :

Des plateformes pour la collaboration intersectorielle et la facilitation du commerce, au sein du Conseil d'affaires ANASE-OCI.

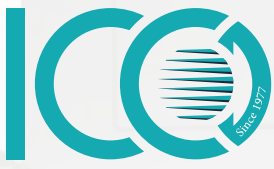


CADRE DE PARTENARIAT CICD-COMCEC :

Mécanisme de coordination et de suivi des résultats du Sommet.



EN COLLABORATION AVEC



الغرفة الإسلامية للتجارة والتنمية
Islamic Chamber of Commerce and Development
Chambre Islamique de Commerce et de Développement



SOMMET DES LEADERS D'AFFAIRES 2025

« Le secteur privé en tant que
partenaire stratégique pour le
développement durable »



DIMANCHE
2 NOVEMBRE 2025



ISTANBUL
Centre des Congrès
Salle Beyazid, Étage B2, Türkiye

Partenaires Stratégiques



MAIDA NAZIR
Organization for Women's Economic Empowerment

IC-AC
ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ARBITRATION CENTRE

SKSEED
SALEH KAPAL SUSTAINABLE ENTREPRENEURSHIP
AND ENTERPRISE DEVELOPMENT ORGANIZATION



ICYF
ISLAMIC COOPERATION YOUTH FORUM
منتدى التعاون الإسلامي للشباب
FORUM DE LA JEUNESSE DE LA COOPERATION ISLAMIQUE

Contactez-nous
Bls@iccdglobal.com

f X in v o
www.iccdglobal.com